

Brunet, R. et Sallois, J. éd. (1986) *France. Les dynamiques du territoire*. Montpellier, Datar/Reclus, 250 p.

Jean-Claude Thibodeau

Volume 32, numéro 85, 1988

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/021931ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/021931ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de géographie de l'Université Laval

ISSN

0007-9766 (imprimé)

1708-8968 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Thibodeau, J.-C. (1988). Compte rendu de [Brunet, R. et Sallois, J. éd. (1986) *France. Les dynamiques du territoire*. Montpellier, Datar/Reclus, 250 p.] *Cahiers de géographie du Québec*, 32(85), 74–75. <https://doi.org/10.7202/021931ar>

décrivent par la suite les méthodes, les outils d'élaboration et le contenu des plans régionaux tout en soulignant les enjeux contradictoires des régions et de la nation. Les auteurs soulignent également l'insuffisance des moyens financiers consacrés à la planification régionale de même que la quasi-absence d'une information adéquate et adaptée au niveau régional.

Après ce bref résumé de l'ouvrage, il est possible de souligner quelques faiblesses qui n'entachent cependant pas l'ensemble de l'ouvrage. Le premier chapitre, très bien vulgarisé, ne développe pas suffisamment, à notre avis, l'idée que la science régionale est « à la croisée des disciplines », car même les « grands thèmes » de la science régionale sont des sujets d'étude importants dans diverses sciences sociales comme, par exemple, la géographie et l'économie. Si la science régionale n'est pas une « juxtaposition de disciplines et d'approches » (p. 20), quelle est alors la spécificité de son discours ? Est-elle seulement un lieu de rencontre de spécialistes de diverses disciplines préoccupées par l'espace ou une nouvelle synthèse ? La science régionale repose-t-elle sur un projet scientifique autonome ou sur « une lacune majeure dans les branches des sciences sociales qui s'attachent à l'étude scientifique de la région » ? (Isard, W., 1987, *Revue internationale des sciences sociales*, n° 112, p. 171). Faudra-t-il créer aussi une « science locale » ?

Le second chapitre ne néglige-t-il pas la dimension strictement sociale dans son analyse de la ville ? Ne pourrait-on pas, à l'instar du troisième chapitre, parler davantage de disparités intraurbaines, de ségrégations sociales, de déséquilibres, de redistribution des activités, de revitalisation des centres-villes et des espaces dégradés ? Dans le troisième chapitre, les auteurs ont reproduit une figure de J.W. Forrester sur la dynamique urbaine des entreprises, du logement et des emplois (figure 23). Cette figure est probablement difficile à lire pour un observateur même « curieux ». Si le but était de montrer la complexité de la dynamique urbaine, les auteurs ont sûrement atteint leur objectif. Par contre, les tableaux plus simples des pages 117 et 119 sont plus intéressants pour les lecteurs à cause de la réflexion qu'ils suscitent. Le dernier chapitre, dont le sujet nous semble plus difficile à traiter, sera probablement moins facile pour le lecteur non spécialiste, d'autant plus que les auteurs discutent des concepts de planification régionale et de région. La section intitulée « méthodes et outils d'élaboration » présente à notre avis un caractère trop technique pour un ouvrage de ce type. On insiste beaucoup trop sur certains modèles ainsi que sur l'inadéquation et l'absence des informations pour la planification régionale.

Après lecture, force est de constater que l'ouvrage sera un peu difficile pour certains lecteurs. « L'observateur curieux » y trouvera cependant son compte et le non-spécialiste en analyse spatiale et en développement régional sera heureux d'y lire une introduction honnête aux principaux thèmes d'étude des « spatialistes ». À la décharge des auteurs, il faut dire que le sujet demeure difficile à vulgariser, non seulement à cause du foisonnement des études disponibles, mais aussi à cause de la complexité des processus par lesquels les sociétés aménagent, développent et transforment leurs territoires. Bref, un ouvrage intéressant que nous recommandons aux étudiants et aux non-spécialistes qui voudront s'initier à la science régionale.

Laurent DESHAIES
Université du Québec à Trois-Rivières

BRUNET, R. et SALLOIS, J., éd. (1986) *France. Les dynamiques du territoire*. Montpellier, Datar/Reclus, 250 p.

Il s'agit d'un ouvrage rapportant les actes d'un colloque qui s'est tenu à Montpellier en janvier 1986. Ce colloque avait comme objectif de dégager les éléments d'une nouvelle problématique de l'aménagement du territoire. Comment à la lumière des nouvelles technologies de production, de l'ouverture des marchés, d'une circulation de plus en plus libre des personnes, des biens, des capitaux à l'intérieur de la C.E.E., des zones industrielles en reconversion, de la tertiarisation des économies capitalistes, comment à la lumière de tout cela se définissent les nouveaux défis de

l'aménagement du territoire en France. Doit-on encore parler de centralisation — décentralisation, de Paris et du « désert français », de métropoles d'équilibre, de régionalisme, de facteurs de localisation ? Ce sont là les questions auxquelles ont tenté de répondre les participants à ce colloque. Plus d'une quarantaine de chercheurs et d'administrateurs ont présenté des réflexions, des résultats de recherches, des expériences vécues sur ces questions. Nous limiterons ici notre analyse aux communications qui nous sont apparues les plus significatives.

Dans un article intitulé « Changements territoriaux et politiques d'aménagement », J.-P. de Gaudemar pose le problème des nouveaux défis en aménagement en montrant que la notion de territoire est à redéfinir, que les acteurs ou les partenaires ne sont plus les mêmes, que les outils d'intervention ont aussi changé. Pour sa part É. Perrin, dans « Mutation économique et urbaine », démontre bien que les outils mis au point « en période de croissance » permettent difficilement de saisir les changements récents et profonds qu'a subis la société française. De plus, selon elle, les nouveaux modes de production modifient les rapports travail-capital, les structures de décision de même que les stratégies de localisation. Dreuille, Jaillot et Jalabert présentent pour leur part dans « Technopôle et métropole : l'exemple toulousain... » les difficultés de définition et d'application du concept de technopôle. Après une revue de la littérature sur cette question, les auteurs tentent de préciser les critères devant permettre de définir un technopôle. Par la suite, l'exemple toulousain est étudié pour voir s'il répond aux critères retenus.

L'un des articles les plus intéressants est celui de Buleon intitulé « L'an II du pôle de conversion de Caen ». Dans cet article l'auteur présente un bilan détaillé et original de la politique de pôle de conversion pour la région de Caen et en démontre la fragilité. Buleon fait également part de l'expérience pilote qui fut menée à Dives-sur-Mer par la firme Péchiney. Cette expérience montre bien la puissance de ces grandes multinationales et l'intérêt de les amener à prendre conscience de leur rôle social et de les impliquer activement dans des cas de reconversion. Une série d'articles est par la suite consacrée aux stratégies de localisation des activités de « recherche-développement » et l'impact de celles-ci sur le développement économique. Bouisson fait le tour de cette question, précise bien les limites des retombées de cette activité et propose certains moyens de maximiser ses effets. Par ailleurs, Bonneville pose le problème de la localisation des centres de recherche. Il montre comment l'initiative locale ou régionale a peu d'incidence sur cette localisation. Il précise que les centres de recherches localisés en région ont très rarement une spécificité régionale. Compte tenu des facteurs de localisation nécessaires à ces activités, il conclut que l'avance prise par certaines régions se confirmera et ira en augmentant.

On aborde par la suite une série d'articles sur les effets des nouvelles technologies sur l'appareil de production et le développement régional. Marot montre entre autres que les technologies de communication génèrent des effets contradictoires sur la localisation des activités rendant difficile la prévision des changements futurs. Enfin on s'interroge sur la nouvelle division internationale du travail et le développement régional. Entre autres Dupuy et Savary, dans « Groupes étrangers et développement régional : une méthode d'analyse », proposent une typologie des filiales de multinationales en fonction de leur capacité d'intégration aux économies régionales. Ceci rejoint d'ailleurs les préoccupations du chapitre suivant où l'on s'interroge sur les stratégies de localisation des entreprises.

En somme, ce document fait le point sur la question de l'aménagement du territoire, dégage les nouveaux paramètres de cette problématique et propose, sommairement il est vrai, de nouvelles avenues de recherches. Par ailleurs, en dépit des nouveaux éléments de cette problématique, nous avons l'impression tout au long du document de relire des articles qui auraient pu être écrits au cours des années soixante et soixante-dix. Ceci indique très certainement que le discours sur l'aménagement du territoire (développement régional) n'a pas évolué sensiblement depuis vingt ans. Pour s'en convaincre il suffit de lire le compte rendu de la table ronde à la fin du document. On parle de « Paris et du désert français », on parle de décentralisation, de programmes spéciaux, etc. On a l'impression d'avoir déjà entendu cela ! C'est un document à lire pour ceux qui veulent faire le point sur la question du développement régional en France.